



Conférence internationale

22 et 23 septembre 2010

## Quel projet de société pour demain?

Coopératives, mutuelles et territoires:  
Enjeux, défis et alternatives

Centre des congrès de Lévis



## Le rôle des syndicats pour infléchir socialement l'économie

*Compte rendu du « Rendez-vous solidaire 2010 : construire des passerelles » organisé à l'occasion de l'Assemblée générale annuelle de la Caisse d'économie solidaire Desjardins*

Repris du blogue de la coopérative OÏKOS (6 mai 2010) : <http://www.oikosblogue.coop/>

*Ils étaient 150 à répondre à l'invitation de la Caisse d'économie solidaire. La commande : chercher ensemble des moyens d'infléchir socialement l'économie. Parmi eux, malgré leur emploi du temps extrêmement chargé, il y avait Claudette Carbonneau, de la CSN ; Réjean Parent, de la CSQ ; Nancy Neamtan, du Chantier de l'économie sociale ; Hélène Simard, du Conseil québécois de la coopération et de la mutualité ; et Michel Nadeau, de l'Institut de la gouvernance d'organisations privées et publiques.*

*Les échanges entre ces chefs de file du mouvement syndical et de l'économie sociale et solidaire ont donné lieu à d'importants consensus : 1) Le temps presse de mener des actions concertées et cohérentes pour permettre aux communautés locales d'avoir une plus grande prise sur leur propre développement. 2) Ce développement doit se consolider au sein d'une économie plurielle dans laquelle il y a de la place pour le secteur privé, pour l'État ainsi que pour l'économie sociale. 3) Il est plus que temps de rétablir le modèle de développement québécois basé sur la concertation.*

### Maîtriser les lieux de décisions économiques

Michel Nadeau, de l'Institut de la gouvernance, considère que le grand problème, c'est la propriété des entreprises. On estime qu'au cours des 5 prochaines années, 30 000 propriétaires de PME québécoises prendront leur retraite. D'ici 10 ans, c'est 60 000 autres qui partiront. Le « maître chez nous » est en déclin. « *Si nos entreprises ne nous appartiennent plus, qu'elles sont cotées en Bourse et gérées au trimestre, comment pourrions-nous faire du développement durable ?* », a demandé Michel Nadeau.

C'est la raison pour laquelle l'Institut de la gouvernance s'intéresse aux modèles de propriétés collectives inaliénables, plus particulièrement aux coopératives, aux mutuelles et aux sociétés d'État. Ne pouvant pas être vendues, ces propriétés collectives maintiennent un bassin d'emplois beaucoup plus difficiles à

délocaliser.

### **Reconstruire des lieux de complicité**

Nancy Neamtan, présidente-directrice générale du Chantier de l'économie sociale, a appelé le mouvement syndical à renforcer ses alliances avec le mouvement de l'économie sociale. Elle croit que l'un et l'autre auraient intérêt à se donner des lieux de rencontres institutionnalisés et permanents. Nancy Neamtan déplore que le gouvernement Charest ait aboli des lieux de concertation du développement local et régional. Selon elle, la situation fragilise une économie sociale qui, par essence, émerge du terrain. Elle propose de donner la priorité aux batailles politiques, de faire les débats nécessaires pour intervenir de façon concertée sur la place publique et mobiliser les membres. *«C'est la façon d'obtenir d'autres belles victoires comme la mise en place du réseau des CPE. On pourrait peut-être faire avancer les conditions de travail des aides domestiques.»*

### **Recréer des alliances avec les coopératives**

Le mouvement coopératif émerge d'un grand repli sur lui-même. Depuis les années 2000, le Conseil québécois de la coopération et de la mutualité éduque au modèle coopératif, a rappelé Hélène Simard. Elle cite l'expérience de Fempro, à Drummondville, une importante entreprise de produits d'hygiène féminine dont les 180 employés sont devenus actionnaires. En 2007, la propriétaire Sylvie Lemaire, qui préparait sa retraite, a choisi de faire alliance avec Capital régional et coopératif Desjardins pour créer une coopérative de travailleurs actionnaires. En évitant de vendre son entreprise à des intérêts étrangers, elle a misé sur la pérennité des emplois dans la région. *« Ça prend de la formation pour développer l'esprit entrepreneurial des travailleurs »*, souligne Hélène Simard.

La situation actuelle nécessite de créer des alliances avec d'autres grands acteurs sociaux. L'année 2012 sera l'année internationale de la coopération. Voilà pourquoi, les 21 et 22 septembre prochains, Hélène Simard invitera ses partenaires syndicaux et 60 conférenciers, dont Gérard Larose, président de la Caisse d'économie solidaire, et Monique Leroux, présidente-directrice générale du Mouvement Desjardins, à travailler ensemble à l'élaboration du projet de société de demain.

### **Les chefs syndicaux saluent la richesse du débat**

Claudette Carbonneau, présidente de la CSN, juge essentiel que les acteurs de l'économie sociale et du mouvement syndical se donnent des lieux pour ajuster les pourtours de leurs interventions. En ce moment, la priorité de la CSN, c'est la justice fiscale. *« Pour que le Québec se donne les moyens de bâtir collectivement son projet de société, le débat doit transcender la façon de se répartir la facture des*

*finances publiques* », a soutenu madame Carbonneau. « *Derrière la question de la justice fiscale, il y a la notion de la progressivité des impôts, a-t-elle martelé. Il faut s'assurer que plus de 40 % des travailleurs aient un fond de retraite d'entreprise complémentaire au régime gouvernemental qui, lui, reste insuffisant pour vivre hors de la pauvreté.* » Des retraités qui paient de l'impôt, c'est un moyen de léguer aux générations suivantes des services publics et un État qui aura encore une capacité d'agir pour le bien commun.

La CSN revendique une loi qui obligerait les employeurs à consacrer une cotisation aux régimes de retraite. On penserait au régime sectoriel. Pour les travailleurs des petites entreprises, un régime reposant sur une base sectorielle, comme cela s'est fait dans le secteur des CPE, c'est drôlement intéressant.

### **Réhabiliter le rôle de l'État**

Réjean Parent, président de la CSQ, a demandé à son tour que l'on se recentre sur la fiscalité. « *On a démonisé les impôts. Il faudrait qu'on se réexplique à quoi ça sert, plutôt que de payer ça sur les factures d'électricité.* » « *Les néolibéraux sont tombés à bras raccourcis sur la fonction publique. On a dit qu'elle était inutile sans savoir de quoi on parlait. En sabrant dans la fonction publique, on a amputé la mission de l'État. Le dernier budget Bachand ouvre une période ténébreuse. On est en train de saboter le système de santé.* » Et Réjean Parent de résumer : « *Un bon moyen pour s'en sortir collectivement ? Changer de gouvernement.* »

### **Redoubler d'efforts pour faire la promotion d'un modèle d'économie plurielle**

« *Il faut qu'on reconstruise ces lieux de consultation ! a conclu Gérald Larose, président de la Caisse d'économie solidaire Desjardins. Je suis convaincu que nous sommes dans une période de sabotage. La Caisse d'économie solidaire, en tant qu'instrument financier, a un rôle à jouer pour appuyer toutes les énergies populaires communautaires qui veulent que le modèle soit restauré en mieux. «On propose de renforcer davantage nos liens avec le mouvement syndical. On peut être de ceux qui favorisent la territorialisation des activités, qui permettent aux communautés d'avoir une poigne sur la propriété des entreprises et les services de proximité dans les régions. Ensemble, on peut influencer les politiques publiques.* »